

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/3/ISR
G/SCM/N/16/ISR
28 novembre 1996

(96-5031)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE XVI:1 DU GATT DE 1994 ET DE L'ARTICLE 25 DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES

ISRAEL

La Mission permanente d'Israël a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 26 octobre 1996.

Table des matières

	<u>Page</u>
Introduction	2
RECHERCHE-DEVELOPPEMENT	
Aide à la recherche-développement	2
Programme "Magnet"	3
Programme d'aide aux entreprises nouvelles	4
AIDE AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	
Conseil des petites entreprises	5
SOUTIENS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION	
Programme de formation commerciale	6
Adoption de systèmes de gestion perfectionnés	7
Formation à l'usine - aide à la formation de nouveau personnel sur le lieu de travail	8
Formation à l'usine - aide à la formation de nouveau personnel diplômé de l'université ou d'un établissement d'enseignement spécialisé	9
Aide aux personnes ayant achevé leur service militaire qui occupent des emplois pour lesquels la demande de main-d'oeuvre est forte	10
Fonds d'aide à la commercialisation	11
ENVIRONNEMENT	
Aide au financement des investissements visant à réduire les risques écologiques dans les établissements industriels existants	12
AUTRES FORMES DE SUBVENTION	
Fonds pour la libéralisation des importations	13
Encouragement des investissements productifs	13

Introduction

La présente notification concerne des mesures en vigueur à ce jour et fournit, autant que possible, des renseignements statistiques pour une période allant au moins jusqu'à la fin de 1995.

Le gouvernement israélien a fait un gros effort pour présenter des notifications détaillées conformément aux dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Les notifications reprennent, autant que possible, les éléments indiqués à l'article 25.3 de l'Accord et dans le nouveau questionnaire.

Conformément à l'article 25.7 de l'Accord, le fait qu'une mesure ait été notifiée ne préjuge ni de son statut juridique au regard du GATT de 1994 et de l'Accord, ni de la nature de la mesure elle-même. En outre, cela ne signifie aucunement que l'une quelconque des mesures notifiées équivaut, en totalité ou en partie, à une subvention spécifique.

Par ailleurs, la notification ne préjuge ni du statut de mesure ne donnant pas lieu à une action qu'un programme de subvention pourrait avoir au titre de l'article 8 de l'Accord, s'il est notifié en application des dispositions de l'article 8.3, ni de la reconnaissance du même statut à certains programmes au titre des dispositions de la note 35 relative à l'article 10 de l'Accord.

Aide à la recherche-développement

Autorité accordant la subvention

Bureau du Conseiller scientifique en chef au Ministère de l'industrie et du commerce.

Fondement juridique

Loi n° 5744-1984 sur l'encouragement de la recherche-développement industrielle.

Objet du programme

La Loi a pour objet d'encourager et de soutenir la recherche-développement industrielle pour favoriser le développement des secteurs à vocation technologique en Israël et créer des emplois pour les scientifiques et techniciens israéliens.

Le programme prévoit des subventions au sens de l'article 8.2 a) de l'Accord SMC.

Forme de la subvention

Allocations couvrant jusqu'à 66 pour cent des coûts de recherche industrielle.

Les allocations sont remboursées sous forme de redevances calculées en pourcentage du total des recettes provenant de la vente du produit mis au point, jusqu'à concurrence du montant intégral de l'allocation, libellé en dollars EU.

A qui la subvention est accordée

L'aide est accordée à des projets de recherche-développement dans tous les secteurs, pour autant qu'ils visent à réunir des connaissances nouvelles permettant de développer des produits ou procédés nouveaux ou d'améliorer de façon substantielle des produits et procédés existants.

Durée

Programme en cours.

Montant budgétisé/dépenses

Dépenses annuelles effectives

(en milliers de dollars EU)

1993: 168 296

1994: 225 036

1995: 247 789

Effets sur le commerce

Le programme vise à financer des dépenses de recherche-développement, de sorte qu'il n'influe pas sur les coûts de production. Les produits ou procédés financés par le programme sont innovants et ne peuvent donc pas concurrencer des produits existants.

Par conséquent, le programme est sans effets sur le commerce.

Programme "Magnet"

Autorité accordant la subvention

Bureau du Conseiller scientifique en chef au Ministère de l'industrie et du commerce.

Fondement juridique

Règlement promulgué par le Directeur général du Ministère de l'industrie et du commerce.

Objectif général et/ou objet de la mesure

La subvention a pour objet de favoriser le développement de technologies génériques novatrices en vue de renforcer et d'accroître l'infrastructure technologique d'Israël.

Le programme prévoit des subventions au sens de l'article 8.2 a) de l'Accord SMC.

Forme de la subvention

Allocations d'un montant équivalant à 66 pour cent des dépenses de recherche-développement approuvées.

A qui la subvention est accordée

Les bénéficiaires sont des consortiums de fabricants et d'établissements universitaires.

Montant budgétisé/dépenses

Dépenses annuelles effectives

(en milliers de dollars EU)

1993: 4 137

1994: 5 114

1995: 15 003

Durée

Programme en cours.

Effets sur le commerce

Ce projet, qui vise à accroître l'infrastructure technologique, n'a pas d'effet sur le commerce.

Autres renseignements

La subvention est versée chaque année pendant la durée approuvée du projet et couvre 66 pour cent du budget approuvé.

Programme d'aide aux entreprises nouvelles

Autorité accordant la subvention

Bureau du Conseiller scientifique en chef au Ministère de l'industrie et du commerce.

Fondement juridique

Directives du Directeur général du Ministère de l'industrie et du commerce.

Objectif général et/ou objet de la mesure

Le programme a pour objet de promouvoir des projets de mise au point de produits menés par des entreprises nouvelles qui ont besoin d'une infrastructure et de conseils en matière d'administration et de gestion.

Le programme prévoit des subventions au sens de l'article 8.2 a) de l'Accord SMC.

Forme de la subvention

Allocations.

Les allocations sont remboursées sous forme de redevances perçues sur les recettes provenant de la vente du produit mis au point jusqu'à concurrence du montant total accordé.

A qui la subvention est accordée

Les bénéficiaires sont les entreprises nouvelles sélectionnées par le conseil d'administration du programme et approuvées par son comité directeur.

Montant budgétisé/dépenses

(en milliers de dollars EU)

1993: 9 150

1994: 19 816

1995: 25 081

Durée

Programme en cours.

Effets sur le commerce

La subvention est accordée à divers projets et secteurs; il n'est donc pas possible de fournir des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

Autres renseignements

Le programme s'est révélé l'un des meilleurs moyens de créer des emplois pour les scientifiques. Le conseil d'administration du programme s'est fixé comme principal objectif d'aider les scientifiques et les inventeurs figurant parmi les nouveaux immigrants arrivés en Israël ces dernières années.

D'après les statistiques, au moins la moitié des bénéficiaires du programme sont de nouveaux immigrants.

Conseil des petites entreprises

Autorité accordant la subvention

Conseil israélien des petites entreprises.

Objectif général et/ou objet de la mesure

Le programme a pour objet d'aider les propriétaires et administrateurs de petites entreprises à créer, gérer et développer leur entreprise, ou à éviter la faillite.

Forme de la subvention

Allocations.

A qui la subvention est accordée

Le Conseil des petites entreprises crée des centres pour le développement des petites entreprises auxquels il fournit encadrement et assistance techniques, financement partiel et personnel qualifié.

Ces centres doivent servir d'organisme de liaison pour les propriétaires de petites entreprises et les personnes qui envisagent d'en établir. Ils sont conçus comme un "guichet unique" chargé de répondre aux différents besoins de ces entreprises en matière de gestion.

Montant annuel budgétisé

1995: 5 718 459 NIS

Durée

Programme en cours.

Effets sur le commerce

Néant.

Autres renseignements

Le Conseil a été créé en 1994 à la suite d'une recommandation de la Commission gouvernementale en faveur des petites entreprises. Il est un organisme indépendant à but non lucratif financé par le gouvernement israélien.

Programme de formation commerciale

Autorité accordant la subvention

Administration des finances au Ministère du commerce et de l'industrie.

Fondement juridique

Directives émanant d'un comité directeur du Ministère.

Objectif général et/ou objet de la mesure

Le programme a pour objet de donner des outils de gestion aux petites et moyennes entreprises situées dans les zones défavorisées et les zones touchées par le chômage, en vue d'améliorer leur gestion et leurs résultats.

Forme de la subvention

Allocation représentant 75 pour cent des dépenses liées aux programmes de formation.

Montant annuel budgétisé

1995: 9 033 900 NIS

Durée

Programme en cours.

Effets sur le commerce

Le programme vise à aider les petites et moyennes entreprises des zones défavorisées à offrir de meilleurs emplois et salaires grâce à une gestion plus efficace.

Il est donc sans effets sur le commerce.

Autres renseignements

Le programme de formation est financé pour une durée variant entre six et 12 mois, jusqu'à la limite de 150 heures de services consultatifs.

Adoption de systèmes de gestion perfectionnés

Autorité accordant la subvention

Administration des finances au Ministère de l'industrie et du commerce.

Fondement juridique

Règlement du Directeur général.

Objectif général et/ou objet de la mesure

Le programme a pour objet d'aider les entreprises moyennes de fabrication à se doter de systèmes de gestion novateurs. A cette fin, elles sont encouragées à utiliser des techniques modernes de contrôle de la qualité et/ou à adopter les procédures internationales de normalisation pour la gestion de la qualité des produits.

Forme de la subvention

Allocations.

A qui la subvention est accordée

Les bénéficiaires sont les entreprises moyennes de fabrication.

Montant annuel budgétisé

1995: 2 409 040 NIS

Durée

Programme en cours.

Effets sur le commerce

Néant.

Autres renseignements

La subvention consiste à financer la moitié des honoraires de consultants, dans la limite de 400 heures de services consultatifs.

Formation à l'usine - aide à la formation de nouveau personnel sur le lieu de travail

Autorité accordant la subvention

Département de la formation professionnelle au Ministère du travail et de l'aide sociale.

Fondement juridique

Critères déterminés par un comité interministériel.

Objectif général et/ou objet de la mesure

Le programme a pour objet d'inciter les employeurs à embaucher du personnel, malgré une productivité relativement faible pendant la période initiale.

Forme de la subvention

Allocations.

A qui la subvention est accordée

La subvention est accordée par le Département de la formation professionnelle à tout employeur embauchant du personnel qui satisfait aux conditions requises.

Montant unitaire de la subvention

En 1995, la subvention mensuelle par personne employée dans les zones défavorisées pouvait atteindre 850 NIS.

Durée

Programme en cours.

Effets sur le commerce

Etant donné son application limitée, son budget modeste et sa faible incidence économique, ce programme n'a pas d'effets sur le commerce.

Autres renseignements utiles

La subvention est versée pendant les deux premiers mois de travail du nouvel employé.

La durée de la subvention est prolongée d'un mois lorsque la personne embauchée est un nouveau immigrant ou une femme ou si elle a plus de 45 ans.

La période de subventionnement commence à la date d'entrée en fonction du nouvel employé, mais au plus tôt à la date de la demande de subvention présentée par l'employeur.

Formation à l'usine - aide à la formation de nouveau personnel diplômé de l'université ou d'un établissement d'enseignement spécialisé

Autorité accordant la subvention

Département de la formation professionnelle au Ministère du travail et de l'aide sociale.

Fondement juridique

Critères déterminés par un comité interministériel.

Objectif général et/ou objet de la mesure

Le programme a pour objet d'inciter des employeurs à recruter des personnes qualifiées, diplômées de l'université ou d'un établissement d'enseignement spécialisé mais n'ayant pas d'expérience professionnelle, pour leur permettre d'acquérir cette expérience.

Forme de la subvention

Allocations.

A qui la subvention est accordée

La subvention est accordée par le Ministère du travail et de l'aide sociale à tout employeur embauchant du personnel qui satisfait aux conditions requises.

Montant unitaire de la subvention

En 1995, la subvention par personne employée dans les zones défavorisées pouvait atteindre 850 NIS par mois.

La subvention par personne employée dans le reste du pays était de 750 NIS par mois.

Durée

Programme en cours.

Effets sur le commerce

Etant donné son application limitée, son budget modeste et sa faible incidence économique, ce programme n'a pas d'effets sur le commerce.

Autres renseignements utiles

La subvention est versée pendant les trois premiers mois de travail du nouvel employé.

La période de subventionnement commence à la date d'entrée en fonction du nouvel employé mais au plus tôt à la date de la demande de subvention.

Aide aux personnes ayant achevé leur service militaire qui occupent des emplois pour lesquels la demande de main-d'oeuvre est forte

Autorité accordant la subvention

Service de l'emploi et Institut d'assurances sociales.

Fondement juridique

Loi de 1968 sur les assurances sociales.

Objectif général et/ou objet de la mesure

L'objet de ce programme est double:

1. Inciter les jeunes gens ayant terminé leur service militaire obligatoire à accepter un emploi plutôt que de toucher des prestations de chômage.
2. Encourager les personnes ayant achevé leur service militaire qui n'ont pas de qualifications à se diriger vers les secteurs où la demande de main-d'oeuvre non qualifiée est forte, tels que l'industrie, l'agriculture, le bâtiment ou le tourisme.

Forme de la subvention

Allocation.

Montant unitaire de la subvention

La subvention par salarié était de 5 051 NIS en juin 1996.

Durée

Programme en cours.

Effets sur le commerce

Etant donné son application limitée, son budget modeste et sa faible incidence économique, ce programme n'a pas d'effets sur le commerce.

Autres renseignements utiles

L'allocation est versée à l'employé une fois que celui-ci a occupé pendant six mois un emploi pour lequel la demande de main-d'oeuvre est forte.

L'employé n'a droit à l'allocation que s'il commence à travailler au plus tard 12 mois après la fin de son service militaire obligatoire.

Fonds d'aide à la commercialisation

Autorité accordant la subvention

Administration des finances au Ministère de l'industrie et du commerce.

Fondement juridique

Règlement promulgué par le Directeur général du Ministère de l'industrie et du commerce.

Objectif général et/ou objet de la mesure

Le programme a pour objet d'encourager les exportateurs à adopter des moyens et stratégies de commercialisation perfectionnés et de les aider à se doter d'une infrastructure en la matière.

Forme de la subvention

Allocation couvrant 33 pour cent des dépenses approuvées relatives à l'infrastructure de commercialisation jusqu'à la limite de 400 000 dollars EU.

A qui la subvention est accordée

Les bénéficiaires sont les exportateurs de tous secteurs qui souhaitent établir ou renforcer une infrastructure de commercialisation à l'étranger et qui ont élaboré une stratégie commerciale à cette fin.

Montant annuel budgétisé

1995: 110 000 000 NIS

Durée

Programme en cours.

Données statistiques

(en millions de dollars EU)

Exportations en 1994: 17 006

Exportations en 1995: 19 028

Effets sur le commerce

Les montants accordés sont tellement insignifiants que nous ne pouvons pas confirmer l'existence d'un lien direct entre l'octroi de l'aide et l'évolution des exportations.

Autres renseignements

La subvention consiste à financer un tiers des dépenses approuvées et autorisées par le Fonds, jusqu'à la limite de 400 000 dollars EU.

L'allocation est remboursée par les exportateurs sous forme de redevances à raison de 3 pour cent de l'accroissement des exportations, qu'il existe ou non un lien direct entre l'octroi de l'aide et la croissance des exportations.

Aide au financement des investissements visant à réduire les risques écologiques dans les établissements industriels existants

Autorité accordant la subvention

Ministère de l'environnement.

Fondement juridique

Critères et directives établis par le Directeur général du Ministère de l'environnement.

Objectif général et/ou objet de la mesure

La subvention a pour objet d'apporter un soutien financier aux établissements industriels existants pour leur permettre d'installer des systèmes de prévention ou de réduction de la pollution et/ou des systèmes de traitement des rejets industriels nuisibles à l'environnement, afin de se conformer aux prescriptions légales en matière d'environnement.

Le programme prévoit des subventions au sens de l'article 8.2 c) de l'Accord SMC.

Forme de la subvention

Allocation représentant jusqu'à 35 pour cent du coût de l'investissement approuvé pour la nouvelle installation ou limitée à 1,125 million de NIS (le montant le moins élevé étant applicable).

Montant annuel budgétisé

1995: 25 000 000 NIS

Durée

Le programme s'achèvera en 1999.

Effets sur le commerce

Le programme vise uniquement à éliminer ou à réduire les risques écologiques imputables aux usines dans tous les secteurs.

Il est donc sans incidence sur la concurrence, y compris en ce qui concerne le commerce international.

Autres renseignements

La subvention est versée à l'établissement industriel après confirmation par un expert que le programme a été pleinement appliqué conformément aux conditions prévues par le Ministère.

Données statistiques

Entre juillet 1995 et juin 1996, le montant moyen de la subvention versée à un projet approuvé était de 377 000 NIS.

Fonds pour la libéralisation des importations

Autorité accordant la subvention

Administration des finances au Ministère de l'industrie et du commerce.

Fondement juridique

Règlement promulgué par le Directeur général du Ministère de l'industrie et du commerce.

Objectif général et/ou objet de la mesure

Le programme a pour objet d'aider les entreprises industrielles à s'adapter à la compétition accrue résultant du programme de libéralisation des importations, mis en oeuvre par le biais d'une réduction unilatérale des droits de douane.

Forme de la subvention

Allocations ou prêts garantis par l'Etat.

A qui la subvention est accordée

Les bénéficiaires sont les fabricants qui ont effectivement pâti de la libéralisation des importations et qui sont en mesure de présenter un plan de relance des activités.

Montant annuel budgétisé

1995: 3 011 300 NIS

Durée

Programme en cours. Les opérations ont débuté en 1992 après l'entrée en vigueur du programme de libéralisation.

Effets sur le commerce

Le programme vise à aider les entreprises ayant subi un préjudice du fait de la réduction unilatérale des droits opérée par Israël.

Il est donc sans effets sur le commerce.

Encouragement des investissements productifs

Autorité accordant la subvention

Centre des investissements au Ministère de l'industrie et du commerce.

Fondement juridique

Loi de 1959 visant à encourager l'investissement productif.

Objectif général et/ou objet de la mesure

Ce programme vise à accroître la capacité de production dans le pays, à absorber l'immigration, à créer de nouvelles sources d'emploi, et à encourager l'installation de la population dans les zones défavorisées (zones à développer).

Les zones à développer sont redéfinies à intervalles pluriannuels sur la base d'indicateurs tels que le taux de chômage ou le niveau de revenu, sous réserve de l'approbation de la Knesset (le Parlement israélien).

En ce qui concerne les aides régionales spécifiques, le programme prévoit des subventions au sens de l'article 8.2 b) de l'Accord SMC.

Forme de la subvention

L'aide au titre de ce programme est fournie sous forme d'allocations et/ou de taux d'imposition réduits et/ou de garanties de l'Etat sur des prêts.

Des allocations allant jusqu'à 38 pour cent de l'investissement productif approuvé sont accordées aux entreprises agréées situées dans les zones défavorisées. Ce pourcentage a été ramené à 34 pour cent en 1996.

A qui la subvention est accordée

La subvention est accordée à des entreprises pour tous types de projets industriels et touristiques.

Montant annuel budgétisé

1993: 1 007 460 000 NIS
1994: 1 117 379 200 NIS
1995: 1 508 661 300 NIS

Durée

Programme en cours.

Effets sur le commerce

L'aide spécifique accordée au titre de ce programme à des entreprises situées dans des zones défavorisées vise à compenser les inégalités régionales en matière d'investissement et à relever le niveau des revenus et de l'emploi dans des zones structurellement faibles.

Le programme est donc sans incidence sur la concurrence, y compris en ce qui concerne le commerce international.